

# BILAN 2006

## LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'études trimestrielles, dans deux domaines majeurs de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1<sup>er</sup> janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'études trimestrielles. Ces études sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site [www.altaires.fr](http://www.altaires.fr) et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 09 JANVIER 2007

**ALTARES**

55 avenue des Champs Pierreux  
Immeuble Le Capitole  
92012 Nanterre  
contact@altaires.fr  
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01  
[www.altaires.fr](http://www.altaires.fr)  
**Responsable des études**  
Thierry Millon  
Tél : 04 72 65 15 51

**RELATIONS PRESSE : ACTUAL CONSULTANTS**

Aurélié Delmaët - Françoise LINHART  
agence@actualconsultants.fr  
36 ter avenue Franklin Roosevelt  
77210 Avon Fontainebleau  
Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02  
[www.actualconsultants.fr](http://www.actualconsultants.fr)

BILAN 2006 - LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

**Après 4 années de hausse, les défaillances d'entreprises françaises ont reculé de 4,6 % sur l'ensemble de l'année 2006.**

**La forte baisse du premier semestre a cependant été stoppée en été, et le dernier trimestre s'achève sur une augmentation de 5,3 %.**

En 2006, 47 000 jugements d'ouvertures de redressement ou liquidation judiciaires ont été prononcés. Ce nombre, encore supérieur à ceux relevés sur la période 2000-2003, est néanmoins très en dessous du record établi il y a 10 ans avec plus de 60 000 procédures.

Sur un an, la baisse générale est de 4,6%. Depuis les événements de septembre 2001, les défaillances d'entreprises étaient en hausse continue.

Cependant, les grandes entreprises sont restées fragilisées tout au long de l'année.

Sur 12 mois, les défaillances d'entreprises de plus de 200 salariés ont augmenté de 90%!

Par ailleurs, en rendant désormais le droit des faillites applicable aux personnes physiques exerçant une activité indépendante, y compris une profession libérale, la loi dite de sauvegarde semble avoir pesé sur les statistiques. En effet, 445 professionnels de santé ont enregistré une procédure collective, contre 125 en 2005.

Dans le même temps, la procédure de sauvegarde, qui constitue l'un des autres volets de la loi de sauvegarde, trouve son rythme avec environ 500 jugements.

**L'amélioration 2006 ralentie par un délicat deuxième semestre**

Établie sur le prononcé des jugements avant publication au BODACC, l'étude trimestrielle Altares d'octobre dernier repérait des signes d'essoufflement, qui demandaient à être surveillés sur le dernier trimestre, traditionnellement important en nombre de défaillances. Sur les 3 derniers mois de l'année 2006, 12 700 jugements d'ouverture ont été prononcés contre un peu plus de 12 000 un an plus tôt. Après des reculs de 11 % sur les 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres et une légère augmentation (0,2%) durant l'été, l'année se termine donc sur une dégradation trimestrielle de plus de 5%.

Les petites entreprises restent les plus nombreuses à déposer leur bilan. Près de la moitié des défaillances concernent des structures sans salarié, et plus de 92% emploient moins de 10 salariés.

C'est néanmoins dans les plus grandes sociétés que la situation se tend : 390 sociétés de plus de 50 salariés ont fait l'objet d'une procédure judiciaire en 2006 (+6%). Pour les plus grandes d'entre elles, la dégradation est encore plus sensible : la hausse des défaillances approche 90% pour celles employant plus de 200 salariés.



Decide with Confidence



La plus forte vulnérabilité des grandes entreprises s'accompagne d'une plus forte sensibilité au risque des sociétés anciennes : 90 d'entre elles ont en effet plus de 50 ans d'existence, c'est 45 % de plus qu'un an plus tôt.

Les entreprises jeunes restent également fragiles. Dans un contexte de maintien des créations d'entreprises à un niveau toujours élevé en 2005 (environ 224 000 comme en 2004), les structures de moins de 2 ans ne profitent pas de la baisse globale des défaillances.

### Statistiques très sévères pour les professionnels de santé

Sur un an, l'ensemble des activités confirme l'évolution favorable des défaillances. Le Transport enregistre un remarquable -20%, devant l'Industrie hors agroalimentaire à -11%.

Le dernier trimestre a en revanche été plus délicat. À l'exception des Transports et de l'Industrie hors agroalimentaire, encore bien orientés, les défaillances ont progressé, principalement dans le Bâtiment (+9%) et les Services aux entreprises (+7%).

Une branche professionnelle se démarque par une explosion du nombre de ses défaillances : les professionnels de Santé qui enregistrent une augmentation de 256%.

Parallèlement à la mise en place de la procédure de sauvegarde, l'une des nouveautés de la loi de sauvegarde est qu'elle est désormais applicable "aux personnes physiques exerçant une activité indépendante, y compris une profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire". Cette disposition concerne toutes les professions indépendantes, des psychologues aux professions juridiques et judiciaires (notamment les avocats), les architectes, etc, ainsi que les professions de santé (infirmières, laboratoires, pharmaciens, médecins, dentistes...). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, ces professions peuvent donc bénéficier des procédures de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, ce qui semble expliquer l'évolution importante des défaillances dans ce secteur.

### L'Île-de-France tire la performance nationale

La baisse des défaillances d'entreprises s'observe dans la plupart des régions. Seules 5 d'entre elles restent mal orientées : Midi-Pyrénées (+4%), Rhône-Alpes (+3%), Franche-Comté (+3%), Limousin (+3%) et Pays-de-Loire (+2%).

À l'inverse, 7 régions enregistrent des reculs supérieurs à 5% : PACA (-7%) et Île-de-France (-12%). Ces deux territoires comptabilisent toutefois le tiers des défaillances françaises.

Ces bons chiffres annuels ne doivent cependant pas faire oublier le mauvais dernier trimestre 2006. Au cours des 3 derniers mois, seules 5 régions parviennent à confirmer le recul des défaillances. Plus de la moitié des régions enregistrent des dégradations supérieures à 10% sur le 4<sup>ème</sup> trimestre.

C'est notamment le cas de PACA, Rhône-Alpes, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Bretagne, Lorraine et Centre, pour ne citer que les plus importantes.

*"La forte hausse des défaillances de grandes entreprises observée depuis le premier trimestre s'est poursuivie tout au long de l'année 2006. Plutôt industrielles (sous-traitants automobiles, équipementiers électroniques ou informatiques, agroalimentaire), ces sociétés sont généralement confrontées à de fortes pressions concurrentielles et conjoncturelles qui pèsent sévèrement sur les marges d'exploitation. La fragilisation de ces grandes PME risque ensuite de se propager à certains de leurs fournisseurs. La difficulté, voire l'impossibilité à se faire payer, est à l'origine d'une défaillance sur quatre", commente Thierry Millon, Responsable des Études Altaires.*



Decide with Confidence



## NOTE MÉTHODOLOGIQUE

**Définition de la défaillance :** sont retenues comme défailtantes les entreprises ayant fait l'objet de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire directe. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédures, à savoir liquidations judiciaires ou plans de redressement jugés après l'ouverture d'un redressement judiciaire. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

Les défailtances sont comptabilisées à la date du jugement et non à la date de publication de l'information.

**Les sources des défailtances collectées par Altares :** Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des Greffes des Tribunaux de Commerce ou des chambres commerciales des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance.

Altares est également licencié du BODACC (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

Le BODACC publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de redressement et liquidation judiciaires. Les statistiques de défailtances diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC. ■

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

### A PROPOS D'ALTARES

ALTARES est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

ALTARES répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), ALTARES diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'ALTARES disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 100 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, ALTARES, Filiale du Groupe FININFO, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 50 Millions d'Euros, l'entreprise compte

près de 300 collaborateurs répartis sur 3 sites principaux : Nanterre, Rambouillet et Villeurbanne.

#### ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux  
Immeuble Le Capitole  
92012 Nanterre  
contact@altares.fr  
www.altares.fr  
Thierry Asmar  
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence



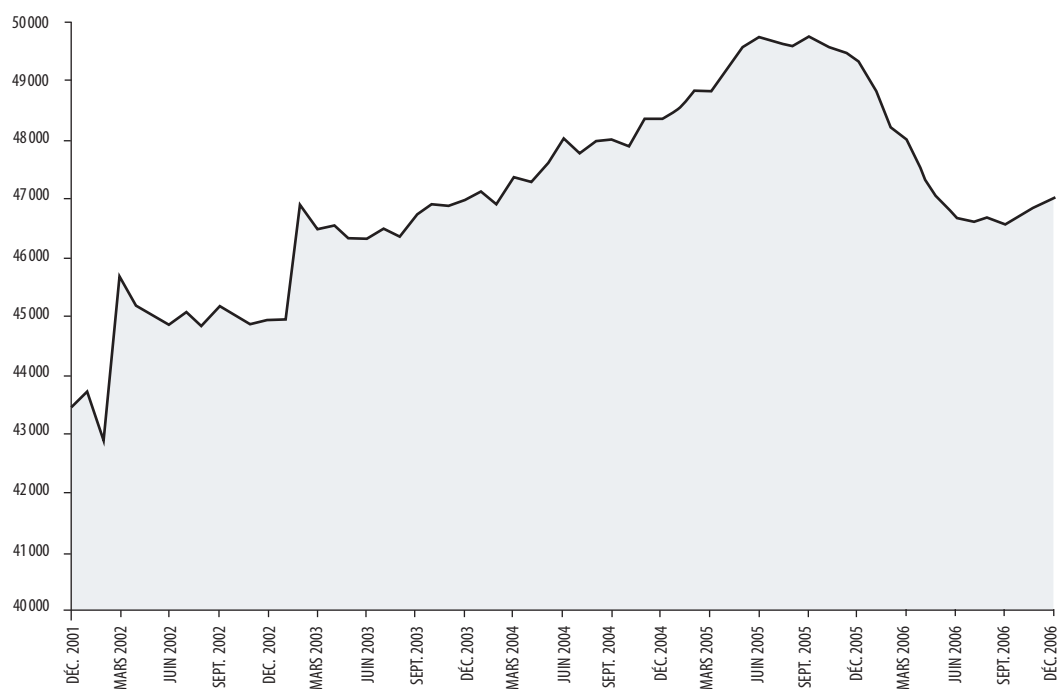
# LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE BILAN 2006

## STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

6

- 6 Statistiques France globale sur 10 ans
  - Statistiques France par tranches d'effectifs depuis 2000
  - Statistiques France par secteurs d'activités depuis 2000
- 7 Statistiques France par âge depuis 2000
  - Statistiques par Région depuis 2000
- 8 Statistiques par activités détaillées depuis 2000
- 9 Champs des activités traitées
- 10 Évolution des défaillances par Région comparaison 2006/2005
- 11 Focus : Les défaillances d'entreprises de plus de 50 M€ de Chiffre d'Affaires en 2006

### ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE (données 12 mois glissants - Décembre 2001 à Décembre 2006)



## STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

### STATISTIQUES FRANCE GLOBALE SUR 10 ANS

ANNÉE	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre de défaillances	60 924	52 835	48 328	44 064	43 402	44 933	46 950	48 342	49 295	47 000
Evolution / N-1	-0,6%	-13,3%	-8,5%	-8,8%	-1,5%	3,5%	4,5%	3,0%	2,0%	-4,6%

### STATISTIQUES PAR TRANCHES D'EFFECTIFS DEPUIS 2000

EFFECTIFS	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution 2006 Vs 2005
Sans ou inconnu	18 847	19 241	20 105	20 877	22 409	23 556	22 850	-3%
1 ou 2 salariés	12 811	12 318	12 200	12 881	12 965	13 024	12 350	-5%
3 à 5 salariés	6 144	5 633	5 703	5 912	6 005	6 010	5 600	-6%
6 à 9 salariés	2 874	2 646	2 883	2 933	2 981	3 002	2 790	-7%
10 à 19 salariés	1 932	1 980	2 199	2 471	2 341	2 267	2 040	-10%
20 à 49 salariés	1 058	1 130	1 255	1 336	1 205	1 072	980	-8%
50 à 99 salariés	265	261	335	310	280	239	230	-3%
100 à 199 salariés	97	121	158	153	109	90	90	0%
200 salariés et plus	36	72	95	77	47	37	70	89%

### STATISTIQUES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DEPUIS 2000

ACTIVITÉS	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution 2006 Vs 2005
Agriculture	1 308	1 401	1 407	1 544	1 674	1 579	1 530	-3%
Commerce	11 686	10 950	10 658	10 956	11 676	12 155	11 600	-4%
Bâtiment	8 305	8 589	9 625	10 185	10 744	11 223	10 900	-2%
Industrie Agroalimentaire	1 203	1 106	1 088	1 120	1 193	1 128	1 140	1%
Industrie hors IAA	4 340	4 043	4 598	4 904	4 499	4 346	3 850	-11%
Transport	2 060	1 931	1 881	1 992	1 990	2 030	1 620	-20%
Activités financières	229	253	250	253	254	283	220	-22%
Services aux entreprises	5 232	5 809	6 334	6 456	6 381	6 495	6 340	-2%
Services aux particuliers	6 556	6 258	6 173	6 588	7 161	7 338	6 990	-4%
Immobilier	1 878	1 743	1 634	1 620	1 491	1 489	1 350	-9%

## STATISTIQUES FRANCE PAR ÂGE DEPUIS 2000

ÂGE	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution 2006 Vs 2005
moins de 2 ans	9 981	9 922	10 019	9 841	10 399	11 612	11 660	0 %
3 à 5 ans	12 623	12 464	13 068	14 047	13 953	14 066	13 300	-5 %
6 à 10 ans	9 793	9 581	9 746	10 209	10 538	10 408	9 550	-8 %
11 à 15 ans	5 552	5 440	5 513	5 581	5 614	5 366	4 990	-7 %
16 à 50 ans	6 054	5 948	6 541	7 209	7 777	7 781	7 410	-4 %
51 ans et plus	61	47	46	63	61	62	90	45 %

## STATISTIQUES PAR RÉGION DEPUIS 2000

RÉGIONS	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution 2006 Vs 2005
Alsace	1 065	1 084	1 187	1 257	1 243	1 254	1 240	-1 %
Aquitaine	2 173	2 340	2 209	2 433	2 505	2 544	2 520	-1 %
Auvergne	650	649	698	620	798	812	670	-17 %
Basse-Normandie	672	736	706	838	798	839	800	-4 %
Bourgogne	910	916	925	982	1 042	1 085	1 070	-1 %
Bretagne	1 702	1 740	1 754	1 787	1 699	1 652	1 740	-5 %
Centre	1 392	1 397	1 449	1 530	1 586	1 646	1 550	-5 %
Champagne-Ardenne	605	628	636	727	748	688	670	-2 %
Corse	315	226	240	245	291	254	240	-5 %
Franche-Comté	651	610	622	766	780	785	810	3 %
Haute-Normandie	952	962	990	927	1 004	959	940	-2 %
Île-de-France	10 697	10 520	11 533	11 832	11 749	11 962	10 530	-12 %
Languedoc-Roussillon	2 117	2 217	2 272	2 249	2 387	2 641	2 600	-1 %
Limousin	498	519	502	521	532	498	515	3 %
Lorraine	1 383	1 418	1 548	1 526	1 556	1 665	1 600	-3 %
Midi-Pyrénées	1 935	1 862	1 793	2 067	2 056	2 078	2 170	4 %
Nord-Pas de Calais	2 394	2 277	2 354	2 497	2 598	2 589	2 510	-3 %
Pays-de-Loire	1 537	1 576	1 595	1 673	1 827	1 756	1 800	2 %
Picardie	1 098	1 009	1 012	1 086	1 106	1 040	1 000	-3 %
Poitou-Charentes	970	1 046	1 138	1 100	1 113	1 132	1 050	-7 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 089	4 689	4 672	4 886	5 502	5 487	5 100	-7 %
Rhône-Alpes	4 370	4 108	4 207	4 607	4 498	4 584	4 760	3 %

## STATISTIQUES PAR ACTIVITÉS DÉTAILLÉES DEPUIS 2000

ACTIVITÉS	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution 2006 Vs 2005
<b>AGRICULTURE</b>	<b>1 308</b>	<b>1 401</b>	<b>1 407</b>	<b>1 544</b>	<b>1 674</b>	<b>1 579</b>	<b>1 530</b>	<b>-3 %</b>
Chasse Pêche Forêt	259	252	306	296	290	260	250	-4 %
Culture	699	734	741	830	919	909	900	-1 %
Élevage	350	415	360	418	465	410	380	-7 %
<b>COMMERCE</b>	<b>11 686</b>	<b>10 950</b>	<b>10 658</b>	<b>10 956</b>	<b>11 676</b>	<b>12 155</b>	<b>11 600</b>	<b>-5 %</b>
Commerce et réparation de véhicule	1 711	1 710	1 567	1 702	1 768	1 681	1 560	-7 %
Commerce de détail	5 904	5 505	5 418	5 441	6 066	6 611	6 400	-3 %
Commerce de gros	4 071	3 735	3 673	3 813	3 842	3 863	3 640	-6 %
<b>BÂTIMENT</b>	<b>8 305</b>	<b>8 589</b>	<b>9 625</b>	<b>10 185</b>	<b>10 744</b>	<b>11 223</b>	<b>10 900</b>	<b>-3 %</b>
<b>INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE</b>	<b>1 203</b>	<b>1 106</b>	<b>1 088</b>	<b>1 120</b>	<b>1 193</b>	<b>1 128</b>	<b>1 140</b>	<b>1 %</b>
<b>INDUSTRIE HORS IAA</b>	<b>4 340</b>	<b>4 044</b>	<b>4 598</b>	<b>4 899</b>	<b>4 499</b>	<b>4 346</b>	<b>3 850</b>	<b>-11 %</b>
Industrie des biens de consommation	2 094	1 810	1 947	2 031	1 835	1 780	1 530	-14 %
Industrie des biens d'équipement	998	919	1 102	1 118	1 052	1 034	980	-5 %
Industrie des biens intermédiaires	1 170	1 238	1 464	1 658	1 542	1 435	1 250	-13 %
Autres Industries (minière, automobile, électricité, gaz, eau)	78	77	85	92	70	97	90	-7 %
<b>TRANSPORT</b>	<b>2 060</b>	<b>1 931</b>	<b>1 881</b>	<b>1 992</b>	<b>1 990</b>	<b>2 030</b>	<b>1 620</b>	<b>-20 %</b>
<b>ACTIVITÉS FINANCIÈRES</b>	<b>229</b>	<b>253</b>	<b>250</b>	<b>253</b>	<b>254</b>	<b>283</b>	<b>220</b>	<b>-22 %</b>
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>5 232</b>	<b>5 809</b>	<b>6 334</b>	<b>6 456</b>	<b>6 381</b>	<b>6 495</b>	<b>6 340</b>	<b>-2 %</b>
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	<b>6 557</b>	<b>6 258</b>	<b>6 173</b>	<b>6 586</b>	<b>7 161</b>	<b>7 338</b>	<b>6 990</b>	<b>-5 %</b>
Café, Hôtels, Restaurants	4 717	4 514	4 362	4 796	5 286	5 447	5 090	-7 %
Autres Services aux particuliers	1 840	1 744	1 811	1 790	1 875	1 891	1 900	0 %
<b>IMMOBILIER</b>	<b>1 878</b>	<b>1 743</b>	<b>1 634</b>	<b>1 620</b>	<b>1 491</b>	<b>1 489</b>	<b>1 350</b>	<b>-9 %</b>
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>1 275</b>	<b>1 318</b>	<b>1 285</b>	<b>1 339</b>	<b>1 279</b>	<b>1 229</b>	<b>1 460</b>	<b>19 %</b>
Santé	147	115	129	100	130	125	445	256 %
Action sociale	115	131	138	153	144	157	115	-27 %
Activités associatives	251	230	263	261	273	251	250	0 %
Education	373	367	388	403	390	378	430	14 %
Activités non connues	379	475	367	422	342	318	220	-31 %
<b>Ensemble des activités</b>	<b>44 063</b>	<b>43 402</b>	<b>44 933</b>	<b>46 950</b>	<b>48 342</b>	<b>49 295</b>	<b>47 000</b>	<b>-5 %</b>

## CHAMPS DES ACTIVITÉS TRAITÉES

Toutes les entités ayant fait l'objet d'une ouverture de procédure de redressement judiciaire ou de liquidation ont été comptabilisées.

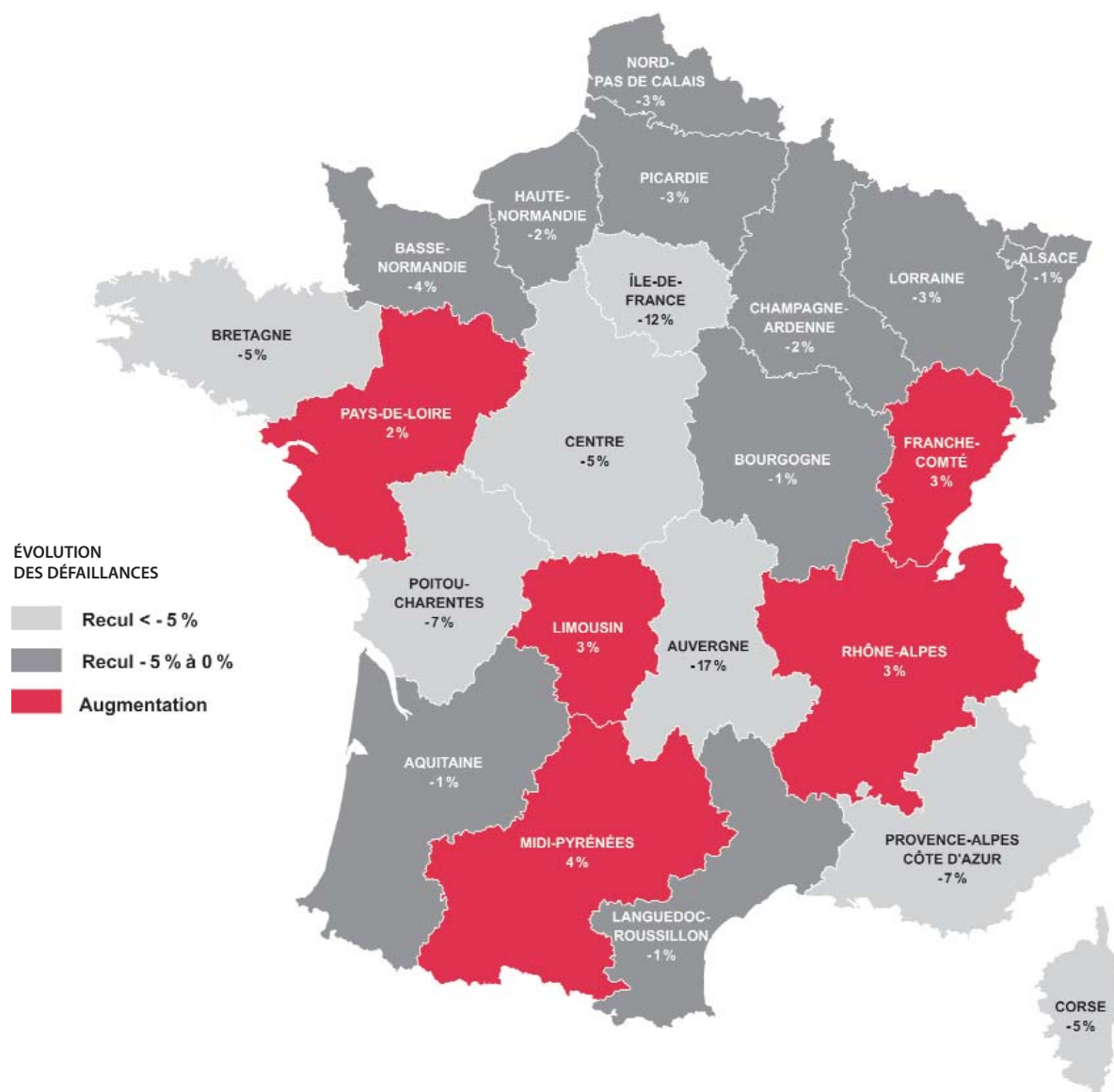
Sont concernées les entreprises individuelles et les sociétés mais aussi les associations et les sociétés civiles.

Le tableau ci-dessous définit les codes NAF retenus par champs d'activités. Ces codes sont présentés par leurs 2 ou 3 premiers caractères, selon la granularité nécessaire.

ACTIVITÉS	dont activités détaillées	Codes NAF associés
<b>AGRICULTURE</b>		
dont	Chasse Pêche Forêt	015 à 050
	Culture	011 ; 014 (hors 014D)
	Élevage	012 ; 013 ; 014D
<b>COMMERCE</b>		
dont	Commerce et réparation de véhicule	50
	Commerce de gros	51
	Commerce de détail	52
<b>BÂTIMENT</b>		45
<b>INDUSTRIE AGRO ALIMENTAIRE</b>		15 ; 16
<b>INDUSTRIE HORS IAA</b>		
dont	Industrie des biens de consommation	18 ; 19 ; 22 ; 244 ; 245 ; 297 ; 323 ; 334 ; 335 ; 36
	Industrie des biens d'équipement	281 à 283 ; 291 à 296 ; 30 à 311 ; 322 ; 331 à 333 ; 35
	Industrie des biens intermédiaires	17 ; 20 ; 21 ; 241 à 243 ; 246 ; 247 ; 25 à 27 ; 284 à 287 ; 312 à 321 ; 37
	Industrie minière	10 à 14
	Industrie automobile	34
	Électricité, Gaz, Eau	40 ; 41
	Cokéfaction, Raffinage de pétrole	23
<b>TRANSPORT</b>		60 à 63
<b>ACTIVITES FINANCIERES</b>		65 à 67
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>		64 ; 71 à 74 ; 90 ; 921A à 921D ; 922B
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>		-
dont	Café, Hôtels, Restaurants	55
	Autres	921F à 95 (hors 922B)
<b>IMMOBILIER</b>		70
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>		-
dont	Santé	851
	Action sociale	853
	Activités associatives	91 ; 96 ; 97
	Administration	75 ; 99
	Éducation	80

## ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES PAR RÉGION - COMPARAISON 2006 / 2005

SOURCE ALTARES



## FOCUS : LES DÉFAILLANCES DE PLUS DE 50 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2006

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	ACTIVITÉ	ANNÉE DE CRÉATION	CA 2005 <sup>(1)</sup>	TRIM. DE LA P.J. <sup>(2)</sup>	EFFECTIF
ISA FRANCE	55	Lorraine	Commerce de gros de consommables et de matériel informatique	2002	211 M €	3	116
CADENCE INNOVATION	27	Haute-Normandie	Fabrication de pièces techniques en matières plastiques	1960	203 M € (2004)	3	1 402
LG.PHILIPS DISPLAYS FRANCE	28	Centre	Fabrication de composants électroniques actifs	1996	169 M € (2004)	1	1 004
STE COMMERCIALE MÉTAUX MINÉRAIS REINE AUMAS	75	Île-de-France	Commerce de gros de minerais et métaux	1955	126 M € (2004)	2	38
UNIKA COMPUTER	77	Île-de-France	Fabrication d'ordinateurs et d'équipements informatiques	1997	97 M €	3	174
EMTEC MAGNETICS FRANCE	92	Île-de-France	Commerce de gros de produits magnétiques et multimédia	2000	78 M €	1	29
PARISOT SIÈGES INTERNATIONAL	80	Picardie	Fabrication de sièges	1984	67 M € (2004)	2	626
VOLAVEN	29	Bretagne	Transformation de volaille	1974	67 M €	4	411
ARKENIS SAS	92	Île-de-France	Commerce de gros d'ordinateurs et d'équipements informatiques	1993	65 M €	3	130
PAPETERIES DU SOUCHE	88	Lorraine	Fabrication de papiers et de cartons	1998	62 M €	4	201
ITRACO	75	Île-de-France	Intermédiaires non spécialisés du commerce	1984	61 M €	3	5
IMPRIMERIE JDC	77	Île-de-France	Industries graphiques et publicitaires	1996	56 M € (2004)	3	255
FONDERIE AUTOMOTIVE AQUITAINE	47	Aquitaine	Fonderie de fonte	2004	55 M €	4	NC
DAPTA S.A.S.	63	Auvergne	Décolletage	1996	54 M €	1	478
SAFET	92	Île-de-France	Fabrication d'emballages métalliques légers	1925	52 M € (2004)	1	575
SA J CARREL	38	Rhône-Alpes	Découpe de viande et salaison	1983	51 M €	2	264
DOMOFORM	86	Poitou-Charentes	Fabrication de meubles de cuisine	1996	51 M € (2004)	2	436

(1) sauf année différente précisée dans le tableau - (2) P.J.: Procédure Judiciaire

# LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

## 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2006

### STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

---

13

- 13 Statistiques France globale 4<sup>ème</sup> trimestre 2006 vs 4<sup>ème</sup> trimestre 2005
  - Statistiques France par tranches d'effectifs
  - Statistiques France par secteurs d'activités
- 14 Statistiques France par âge
  - Statistiques par Région
- 14 Évolution des défaillances par Région - comparaison 4<sup>ème</sup> trimestre 2006/4<sup>ème</sup> trimestre 2005

## STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

AU 01 JANVIER

### STATISTIQUES FRANCE GLOBALE

4<sup>ème</sup> trimestre 2006 vs 4<sup>ème</sup> trimestre 2005

	T4 2005	T4 2006	Évolution Trimestre
France	12 065	12 708	5,3 %

### STATISTIQUES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

4<sup>ème</sup> trimestre 2006 vs 4<sup>ème</sup> trimestre 2005

EFFECTIFS	T4 2005	T4 2006	Évolution Trimestre
Sans salarié ou inconnu	5 798	6 363	9,7 %
1 ou 2 salariés	3 201	3 346	4,5 %
3 à 5 salariés	1 496	1 448	-3,2 %
6 à 9 salariés	709	712	0,4 %
10 à 19 salariés	532	527	-0,9 %
20 à 49 salariés	235	228	-3,0 %
50 à 99 salariés	60	45	-25,0 %
100 à 199 salariés	19	24	26,3 %
200 salariés et plus	15	15	0,0 %

### STATISTIQUES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

4<sup>ème</sup> trimestre 2006 vs 4<sup>ème</sup> trimestre 2005

ACTIVITÉS	T4 2005	T4 2006	Évolution Trimestre
AGRICULTURE	347	379	9,2 %
COMMERCE	3 038	3 117	2,6 %
BÂTIMENT	2 845	3 122	9,7 %
INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	295	321	8,8 %
INDUSTRIE HORS IAA	1 035	975	-5,8 %
TRANSPORT	503	403	-19,9 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	65	62	-4,6 %
SERVICE AUX ENTREPRISES	1 565	1 682	7,5 %
SERVICE AUX PARTICULIERS	1 777	1 870	5,2 %
IMMOBILIER	338	364	7,7 %

## STATISTIQUES FRANCE PAR ÂGE

4<sup>ÈME</sup> trimestre 2006 vs 4<sup>ÈME</sup> trimestre 2005

ÂGE	T4 2005	T4 2006	Évolution Trimestre
Moins de 2 ans	3 568	3 713	4,1%
3 à 5 ans	3 166	3 442	8,7%
6 à 10 ans	2 336	2 272	-2,7%
11 à 15 ans	1 204	1 239	2,9%
16 à 50 ans	1 774	2 018	13,8%
51 ans et plus	17	23	35,3%

## STATISTIQUES FRANCE PAR RÉGION

4<sup>ÈME</sup> trimestre 2006 vs 4<sup>ÈME</sup> trimestre 2005

RÉGIONS	T4 2005	T4 2006	Évolution Trimestre
Alsace	295	295	0,0%
Aquitaine	641	737	15,0%
Auvergne	211	160	-24,2%
Basse-Normandie	211	218	3,3%
Bourgogne	247	308	24,7%
Bretagne	418	476	13,9%
Centre	347	409	17,9%
Champagne-Ardenne	161	202	25,5%
Corse	66	61	-7,6%
Franche-Comté	198	243	22,7%
Haute-Normandie	246	258	4,9%
Île-de-France	3 093	2 861	-7,5%
Languedoc-Roussillon	707	725	2,5%
Limousin	101	134	32,7%
Lorraine	359	429	19,5%
Midi-Pyrénées	507	635	25,2%
Nord-Pas de Calais	639	633	-0,9%
Pays-de-Loire	408	475	16,4%
Picardie	273	244	-10,6%
Poitou-Charentes	294	296	0,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 324	1 458	10,1%
Rhône-Alpes	1 121	1 285	14,6%

## ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES PAR RÉGION - COMPARAISON 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2006/4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2005

SOURCE ALTARES

